Caisse Nationale de l'Assurance Maladie

des Travailleurs Salariés

Sécurité Sociale

Circulaire CNAMTS

Date :
14/02/92

Origine :
DPAT

MM les Directeurs
- des Caisses Générales de Sécurité Sociale

Réf. :
DPAT n° 1667/92

Plan de classement :

26110 | | | | |

Objet :

DENOMBREMENT AU REGARD DE LA TARIFICATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DES EFFECTIFS SALARIES DES

ETABLISSEMENTS SITUES DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER.

Les CGSS sont invitées à dénombrer les effectifs des établissements situés dans les Départements d'Outre-

Mer selon les règles générales établies par l'article 7 de l'arrêté du 1er octobre 1976 relatif à la tarification

des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles.

Pièces jointes :

--	--

Liens :

--

Date d'effet : à partir effectifs **Date de Réponse :**
91
Dossier suivi par : Mme LEONCIA
Téléphone : 45.38.60.76

@

MM les Directeurs
- des Caisses Générales de Sécurité Sociale

14/02/92

Origine :
DPAT

N/Réf. : 1667/92

Objet : Dénombrement au regard de la tarification des accidents du travail des effectifs salariés des établissements situés dans les Départements d'Outre Mer.

En application de l'article 12 de l'arrêté du 28 décembre 1984, le nombre de salariés des établissements situés dans les Départements d'Outre-Mer est obtenu en divisant la masse totale des rémunérations soumises à cotisations au cours de la dernière année civile connue par trois cents fois le montant du salaire minimal interprofessionnel de croissance journalier applicable dans le département considéré au 31 décembre de la même année de référence.

Cette disposition ancienne et reconduite annuellement se situait dans le cadre où l'assiette utilisée pour le calcul des cotisations était composée des salaires considérés dans la limite du plafond.

En application de la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 (article 1er) la notion de plafond est supprimée à compter du 1er janvier 1991.

Il convient donc dès l'exercice 1991 d'abandonner cette règle particulière et de calculer les effectifs selon les règles générales établies par l'article 7 de l'arrêté du 1er octobre 1976 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles qui stipule que le nombre de salariés d'un établissement est égal à la moyenne du nombre de salariés présents au dernier jour de chaque trimestre civil de la dernière année connue.

En outre, cette information figurant dans les Déclarations Annuelles de Données Sociales établies chaque année par établissement, j'attire votre attention sur l'utilité d'inciter, dans la mesure de vos moyens, les employeurs de vos départements à remplir avec une attention toute particulière les zones "effectif" de la DADS.

Je vous serais obligé de bien vouloir me signaler, le cas échéant les difficultés que vous pourriez rencontrer lors de l'application de la présente circulaire.

L'adjoint au Responsable
du Département de la Prévention
des AT et des MP

D. BOILEAU